

Situation de l'économie suisse

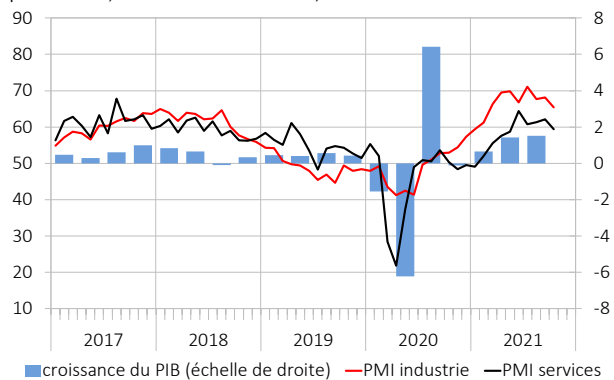
Aperçu

Jusqu'à l'été, la plupart des mesures de police sanitaire restrictives ont été levées ou nettement assouplies. Partant d'un niveau bas, les chiffres d'affaires dans les services concernés ont enregistré une forte hausse, notamment dans la restauration et le secteur du divertissement ; l'économie intérieure a poursuivi sa reprise. Le PIB corrigé des grands événements sportifs a augmenté de 1,6 % au 2^e trimestre, puis de 1,5 % au 3^e trimestre (graphique 1).

La performance économique de la Suisse a ainsi franchi le niveau atteint avant la crise, au 4^e trimestre 2019, le dépassant même d'un peu plus de 1 % au 3^e trimestre 2021. Au 3^e trimestre, le PIB des États-Unis a dépassé de près de 1,5 % son niveau d'avant la crise tandis que celui de la zone euro était inférieur de 0,5 %. La reprise de l'économie suisse est ainsi relativement rapide en comparaison internationale.

graphique 1 : PIB et PMI

PIB : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des grands événements sportifs, en % par rapport au trimestre précédent, PMI : désaisonnalisé, 50 = seuil de croissance



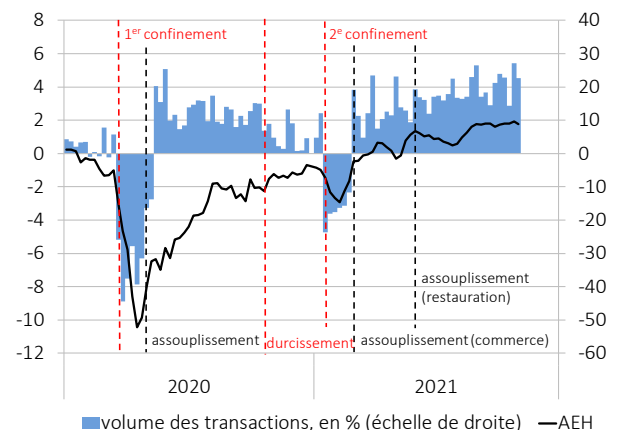
sources : SECO, CS/Procure

Au niveau international, le 3^e trimestre a été marqué par des pénuries de produits intermédiaires et de capacités

de transport, qui freinent la reprise économique et contribuent à une hausse globale des prix¹. En Suisse aussi, les entreprises industrielles se plaignent du manque de biens intermédiaires, de la hausse des prix d'achat et de l'allongement des délais de livraison. Bien que certains secteurs industriels aient connu des revers, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a globalement continué de progresser au 3^e trimestre, dopée notamment par la chimie-pharma.

graphique 2 : AEH et transactions²

par rapport au niveau d'avant la crise ; volume de transactions en présentiel avec cartes de débit ou de crédit, corrigé des variations saisonnières et des valeurs aberrantes



sources : SPS Worldline, SECO, OFSP

Pour l'avenir proche, les indicateurs avancés invitent à une confiance prudente. Tant l'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'industrie que celui du secteur des services se maintiennent à des niveaux très élevés, malgré un léger recul (graphique 1). L'indice de l'activité économique hebdomadaire (AEH) est nettement supérieur au niveau d'avant la crise ; les paiements par carte indiquent une poursuite de la reprise (graphique 2), soutenue par l'évolution favorable du marché du travail. Les hausses récentes des prix à la consommation freinent certes le

¹ Voir les encadrés « Conséquences des difficultés d'approvisionnement pour la Suisse et la zone euro » ainsi que « Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse » dans le présent numéro de Tendances conjoncturelles.

² 1^{er} confinement : situation extraordinaire à partir de la semaine civile 12 2020 ; mesures d'assouplissement : réouverture de certains établissements à la semaine 18 ; durcissement : premier durcissement à la semaine 43 ; 2^e confinement : fermetures de magasins à la semaine 3 2021 ; assouplissement : première étape d'assouplissement, y compris réouverture de magasins à la semaine 9 ; assouplissement (restauration) : nouvelle étape d'assouplissement, notamment réouverture des espaces intérieurs des restaurants, semaine 22.

pouvoir d'achat de la population, mais l'évolution des revenus du travail a été positive jusqu'à récemment. Cependant, l'incertitude liée à l'évolution internationale de

la pandémie et aux mesures de santé publique qui lui sont associées a fortement augmenté.

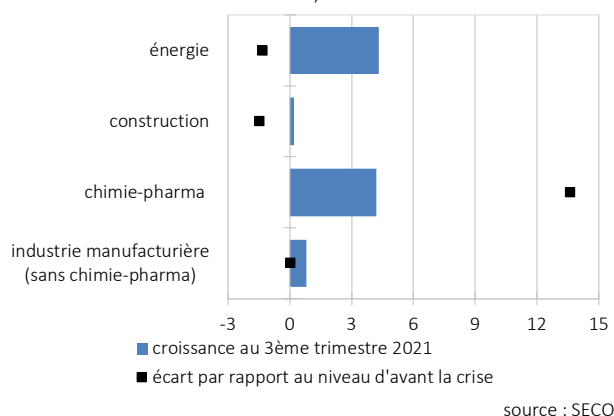
Produit intérieur brut

Production

Au 3^e trimestre 2021, la croissance robuste du PIB de 1,7 % (+1,5 % après correction des grands événements sportifs) a notamment été soutenue par le secteur des services suite à l'assouplissement des mesures de lutte contre le coronavirus. Bien que plus faible, l'impulsion fournie par l'industrie a été positive également.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** a enregistré une croissance de 2 %, ce qui la porte à 7,6 % au-dessus du niveau d'avant la crise. Dans une dynamique favorable aux exportations, l'**industrie chimico-pharmaceutique** a de nouveau affiché une forte croissance (+4,2 %), sa valeur ajoutée dépassant déjà de près de 14 % le niveau d'avant la crise (graphique 3). Les autres secteurs industriels ont connu en revanche une évolution modérée. Les entreprises continuent de faire état de délais de livraison exceptionnellement longs et de prix d'achat élevés qui pèsent sur la production. Durant les mois d'été, les indices concernés de l'enquête PMI ont évolué à proximité de leurs plus hauts niveaux historiques. La situation devrait rester tendue au moins jusqu'à la fin de l'année : selon les enquêtes du KOF et celles menées auprès des directeurs d'achat de l'industrie, les attentes concernant le climat des affaires, la production et les exportations se sont assombries en octobre.

graphique 3 : Valeur ajoutée, secteur industriel
valeurs réelles désaisonnalisées, en %

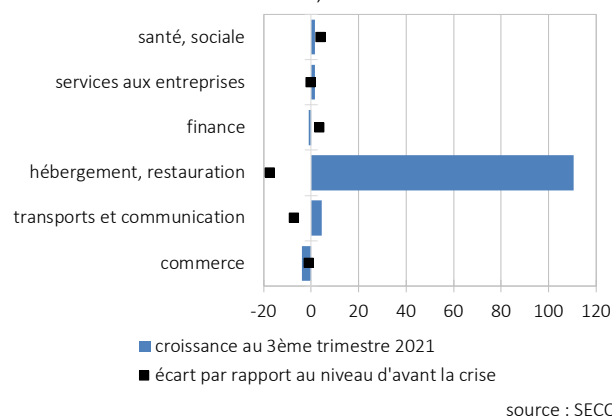


La valeur ajoutée dans le **secteur de l'énergie** a nettement augmenté (+4,3 %), mais reste inférieure au niveau d'avant la crise. Grâce à un été humide, les barrages ont été bien remplis, ce qui a permis de produire et d'exporter beaucoup d'électricité. Dans le **secteur de la construction**, le mouvement latéral s'est poursuivi à un niveau

élevé. Au 2^e trimestre, la valeur ajoutée a légèrement augmenté (+0,2 %). Au total, le **secteur secondaire** a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0,5 point de pourcentage, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne à long terme.

Le secteur des services a également apporté, au 3^e trimestre, une contribution nettement supérieure à la moyenne, de l'ordre de 1,2 point de pourcentage. Après les phases de réouverture du printemps, l'**hôtellerie et la restauration** ont connu au 3^e trimestre une nouvelle hausse exceptionnellement forte (+110,6 %) de l'activité économique (graphique 4). Suite à la suppression des restrictions de capacité dans les restaurants, à la levée de l'obligation de travailler à domicile et à une recrudescence de l'activité de voyage, la restauration et l'hôtellerie ont connu une reprise rapide. Dans la foulée, le recours au chômage partiel a lui aussi sensiblement diminué : alors que près de 30 % du volume de travail était encore perdu au 2^e trimestre, ce chiffre n'était plus que d'environ 5 % à la fin du mois de septembre. L'hôtellerie suisse a également profité de l'accroissement de la mobilité internationale. En valeurs désaisonnalisées, les nuitées ont augmenté de 30 % entre juillet et septembre par rapport aux trois mois précédents. Cependant, les voyages internationaux ne sont pas encore revenus à leur niveau antérieur : au 3^e trimestre, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie et la restauration était encore inférieure de 17 % à son niveau d'avant la crise.

graphique 4 : Valeur ajoutée, secteurs des services
valeurs réelles désaisonnalisées, en %



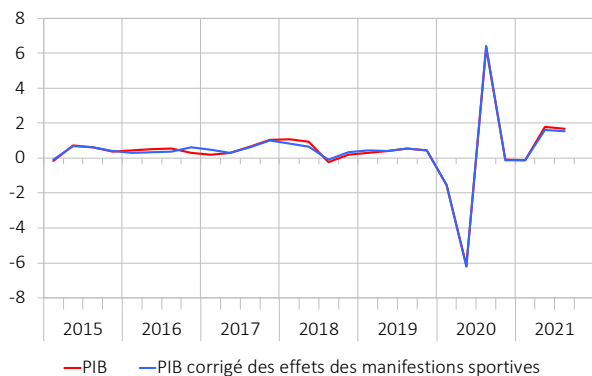
Le secteur des **transports et communications** a également profité de la mobilité accrue de la population suisse (+4,4 %). Tant les transports publics nationaux que le

nombre des voyageurs dans les aéroports suisses ont connu une reprise sensible. En revanche, le trafic de marchandises présente une image mitigée : alors que le volume des marchandises transportées par rail et par avion a déjà dépassé le niveau d'avant la crise et affiche une dynamique favorable, le trafic terrestre a récemment enregistré un recul du fait de l'évolution timide du commerce international.

À l'instar du secteur des **services destinés aux entreprises** (+1,6 %), les **autres activités de services** (+2 %) ont connu une évolution favorable. Dans le **secteur de la santé et de l'action sociale**, la valeur ajoutée a également augmenté (+1,6 %). Dans les hôpitaux, la situation s'est largement normalisée durant l'été. En outre, le secteur social a connu une évolution stable. La valeur ajoutée de la santé et de l'action sociale était ainsi globalement supérieure de plus de 4 % au niveau d'avant la crise.

graphique 5 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

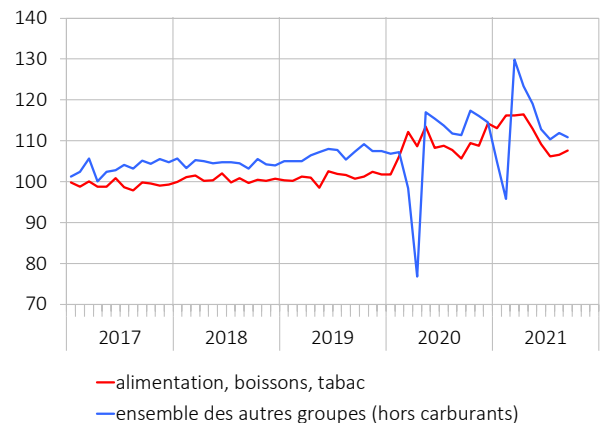
Avec la levée, fin juin, des restrictions de capacité lors de grandes manifestations, la reprise s'est également poursuivie au 3^e trimestre dans le secteur des **arts, spectacles et activités récréatives** (+24,9 % ; corrigé des grands événements sportifs : +9,4 %). La perte de travail due au chômage partiel a nettement diminué en moyenne trimestrielle pour ne représenter plus que 3 %. Les activités

liées aux Jeux olympiques d'été ont encore augmenté la valeur ajoutée du secteur. En conséquence, la croissance du PIB a été légèrement plus faible (+1,5 %) une fois corrigée des effets des événements sportifs (graphique 5).

La reprise a en partie été freinée, d'une part, par les **services financiers et d'assurance** (-1,2 %). La valeur ajoutée du secteur est supérieure d'un peu plus de 3 % à son niveau de fin 2019.

graphique 6 : Commerce de détail

indice, valeurs réelles désaisonnalisées



source : OFS

D'autre part, la valeur ajoutée dans le commerce a nettement reculé. Le **commerce de détail** a enregistré une compensation à un niveau élevé (-4,1 %) après un 2^e trimestre plus fort que la moyenne. Les ventes de produits alimentaires ont continué à baisser suite aux mesures de réouverture dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Les chiffres d'affaires du secteur non alimentaire ont également baissé, mais demeurent supérieurs au niveau de 2019 (graphique 6). Si la situation des affaires n'est plus jugée aussi positive qu'en été, les entreprises continuent néanmoins de tabler sur une progression de leur chiffre d'affaires. Dans les **autres activités commerciales**, la faiblesse du commerce de détail et les problèmes de livraison dans l'industrie ont également induit au 3^e trimestre une forte baisse de la valeur ajoutée (-3,9 %), notamment sous l'influence du commerce de gros.

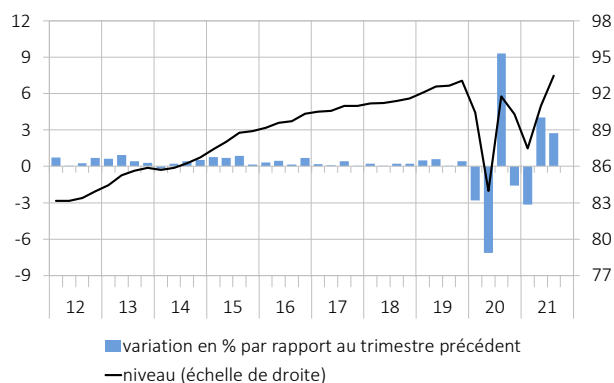
Dépenses

Consommation

La consommation privée a connu une forte reprise au 3^e trimestre (+2,7 %, graphique 7 et p. 9 s.)³, dépassant pour la première fois depuis le début de la pandémie son niveau d'avant la crise. Suite au large assouplissement des mesures sanitaires jusqu'à fin juin, les dépenses ont encore sensiblement augmenté, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des loisirs. À partir d'un bas niveau, les dépenses consacrées aux voyages à l'étranger ont également augmenté de manière significative. La suppression de l'obligation de travailler à domicile a par ailleurs entraîné un net accroissement des dépenses de mobilité. Une forte croissance a notamment été enregistrée dans les transports publics nationaux. En revanche, dans le commerce de détail stationnaire, les dépenses ont évolué à la baisse après une forte hausse au trimestre précédent. Les dépenses alimentaires se sont normalisées à la suite des mesures d'assouplissement. En outre, la demande de biens d'équipement, d'électronique et de véhicules de tourisme neufs a été moins forte.

graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



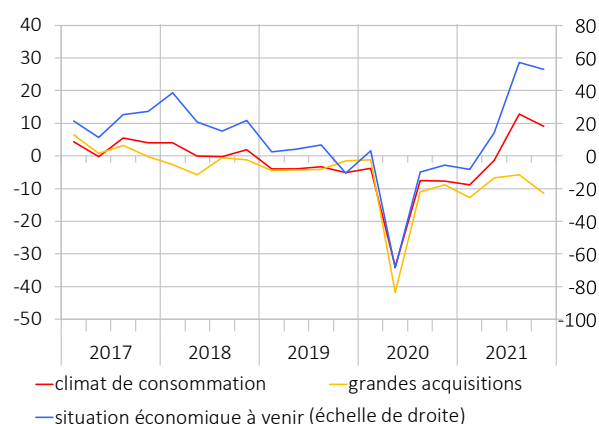
source : SECO

Les résultats des enquêtes les plus récentes sur le climat de consommation confirment une certaine réticence des consommateurs à effectuer des achats importants. L'indice de la propension à acheter reste inférieur à sa moyenne à long terme (graphique 8). La hausse des prix à la consommation, qui pèse sur le budget des ménages, commence à se faire sentir. Les consommateurs interrogés estiment que l'évolution passée et prévisible des prix n'a jamais été plus élevée depuis 2008. Mais dans l'ensemble, les résultats des enquêtes sont très positifs. Les ménages suisses conservent leur optimisme quant à l'évolution de l'économie et la situation sur le marché du travail est jugée nettement meilleure qu'en juillet.

³ Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

graphique 8 : Climat de consommation

valeurs désaisonnalisées, moyenne à partir de 1972 = 0

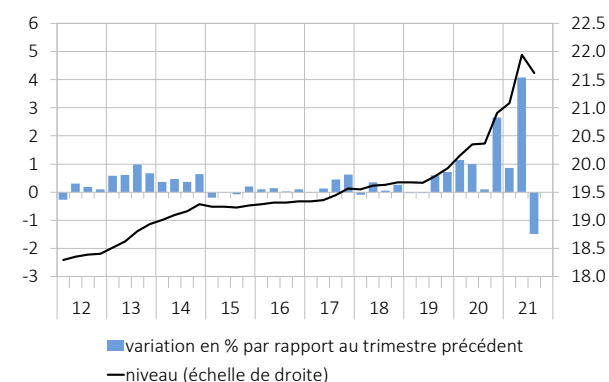


source : SECO

Les dépenses de consommation des administrations publiques ont marqué un recul au 3^e trimestre (-1,5 % ; graphique 9), après avoir fortement augmenté en raison de la pandémie au cours du premier semestre de 2021. En particulier, les dépenses fédérales liées aux vaccins contre le coronavirus ont diminué : au 3^e trimestre, environ deux fois moins de doses de vaccin ont été administrées qu'au trimestre précédent.

graphique 9 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



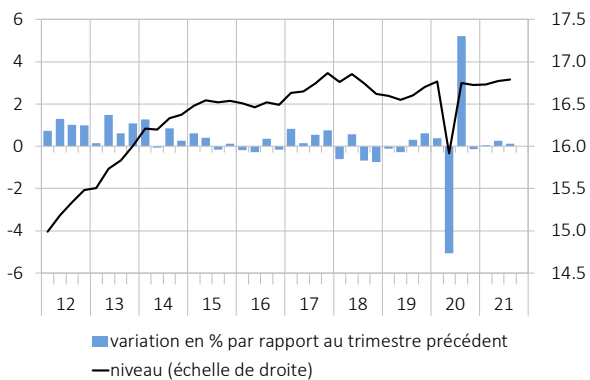
source : SECO

Investissements

Les investissements dans la construction ont augmenté de 0,1 % au 3^e trimestre, après 0,3 % au trimestre précédent. Leur niveau est ainsi légèrement supérieur à celui d'avant la crise (graphique 10). Cette timide évolution pourrait être due notamment à une pénurie de biens intermédiaires. Le renchérissement des biens intermédiaires lié à la pénurie de l'offre s'est également traduit par une forte hausse des prix de la construction. La pénurie croissante de personnel qualifié dans le secteur de la construction est un facteur qui a également pesé sur la situation.

graphique 10 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

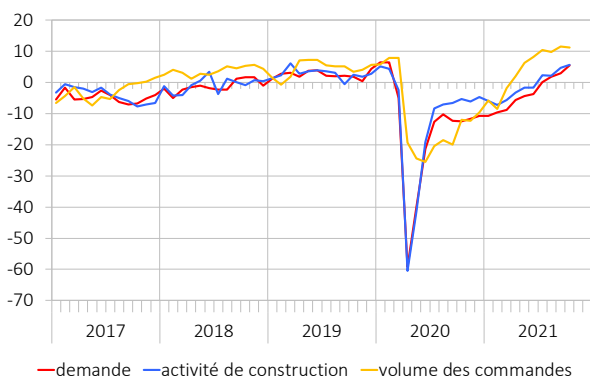


source : SECO

Les indicateurs de climat du secteur de la construction ont continué à s'améliorer (graphique 11). Les carnets de commandes se sont stabilisés à un niveau élevé les perspectives d'activité dans la construction pour les mois à venir sont encore améliorées. Alors que le niveau des commandes est jugé de manière positive surtout dans le bâtiment et le second œuvre, les entreprises sont par contre de plus en plus pessimistes dans le génie civil. Ainsi, les conditions de financement demeurent très favorables. De plus, la demande de logements en propriété s'est renforcée pendant la crise, ce qui se reflète également dans la hausse des prix de ces logements. La situation est différente pour le marché du logement locatif : dans certaines régions, il existe un nombre considérable de logements vacants qui, après la forte activité de construction de ces dernières années, indiquent une offre excédentaire de logements locatifs. En conséquence, les loyers proposés, c'est-à-dire les loyers des logements faisant l'objet d'un appel d'offres public, ont baissé au 3^e trimestre pour le 18^e trimestre consécutif et ont atteint leur niveau le plus bas depuis début 2011.

graphique 11 : Construction, indicateurs de confiance

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois



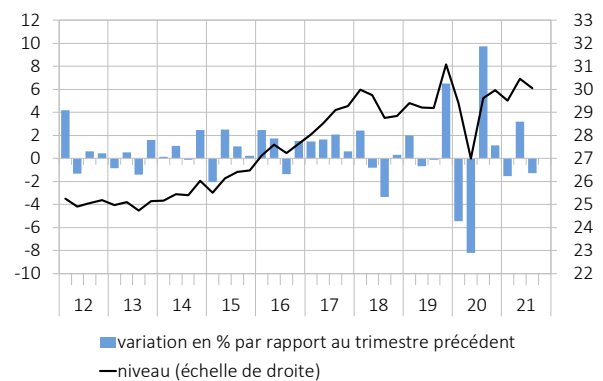
source : KOF

Les investissements en biens d'équipement ont régressé de 1,3 % au 3^e trimestre (graphique 12). Ils ont marqué

un recul, notamment dans l'automobile et l'ameublement, de même que diverses petites rubriques d'investissement qui ont été particulièrement touchées par les problèmes d'approvisionnement mondiaux. En outre, les investissements dans la recherche et le développement ont diminué après un 2^e trimestre dynamique. Les investissements en machines ont fourni des impulsions positives, mais la dynamique s'y est affaiblie depuis le début de l'année. Quant aux investissements dans les services informatiques, ils ont poursuivi leur forte progression.

graphique 12 : Investissements en biens d'équipement

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

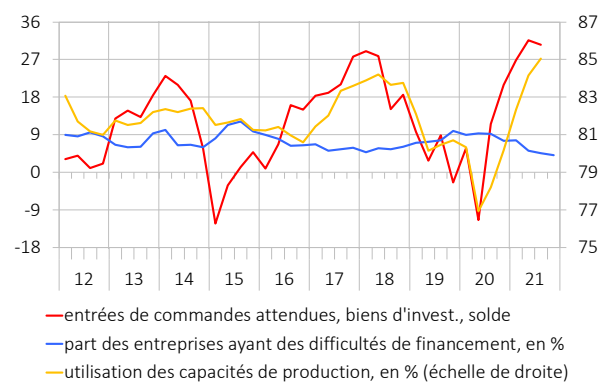


source : SECO

Les goulets d'étranglement mondiaux ont certes quelque peu freiné la dynamique d'investissement en Suisse, mais la situation générale est encore très favorable (graphique 13). Au 3^e trimestre, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a atteint un niveau record et les attentes en matière d'entrées de commandes pour les producteurs de biens d'équipement n'y étaient que légèrement inférieures. En définitive, la part des entreprises ayant des difficultés de financement a continué de baisser au 3^e trimestre.

graphique 13 : Indicateurs, industrie

valeurs désaisonnalisées



source : KOF

Commerce extérieur

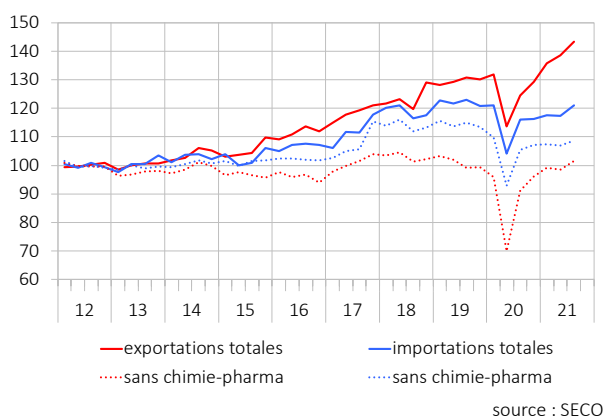
Au total, le commerce extérieur a apporté une contribution légèrement négative à la croissance du PIB au

3^e trimestre 2021 (v. également page 9 s.). Alors que le commerce des marchandises a fourni une impulsion de croissance insignifiante, le commerce des services a contribué négativement à ce résultat.

Les **exportations de marchandises** (sans les objets de valeur ni le commerce de transit, +3,4 %) ont connu une croissance nettement supérieure à la moyenne pour le cinquième trimestre consécutif, dépassant ainsi de 10 % leur niveau d'avant la crise (graphique 14)⁴. Le dynamisme économique des principaux partenaires commerciaux de la Suisse depuis quelques trimestres a soutenu la demande de biens d'exportation suisses. Les exportations vers la zone euro et les États-Unis ont connu une croissance particulièrement forte, dépassant respectivement de 22 % et 11 % leur niveau d'avant la crise.

graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100

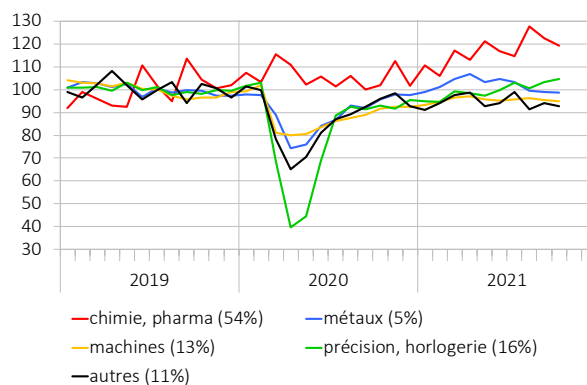


La croissance trimestrielle a été particulièrement soutenue par les deux plus grandes rubriques, celle des produits chimiques et pharmaceutiques et celle des instruments de précision, horlogerie et bijouterie. En revanche, les exportations de métaux ont diminué. Un ralentissement se dessine également depuis quelques mois pour d'autres biens industriels tels que les machines, les appareils ou l'électronique (graphique 15), ce qui devrait tenir notamment aux difficultés de livraison des produits intermédiaires et au fait que les capacités sont déjà fortement utilisées. Ces goulets d'étranglement font que de nombreuses entreprises exportatrices ont de plus en plus de mal à répondre à la forte demande. Combinée au prix élevé des matières premières, cette situation entraîne une hausse des prix des biens d'exportation concernés, ce qui se reflète dans le déflateur des exportations de marchandises (graphique 16). Si l'on exclut notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, ce

déflateur a fortement augmenté au cours des trois derniers trimestres, atteignant au 3^e trimestre son niveau le plus élevé depuis plus de dix ans.

graphique 15 : Exportations de marchandises, diverses rubriques

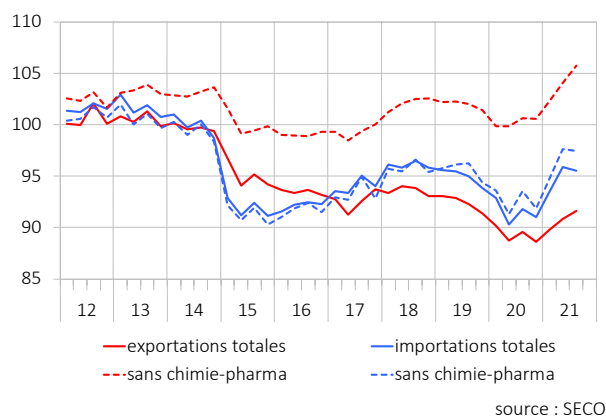
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



Les **importations de marchandises** ont connu une évolution analogue : depuis les mois d'été, les importations de métaux, de véhicules et de machines affichent une tendance à la baisse, alors que les prix à l'importation augmentent. Dans l'ensemble, les importations de marchandises ont toutefois connu au 3^e trimestre une croissance nettement supérieure à la moyenne (+3,2 %), la rubrique des produits chimiques et pharmaceutiques ayant de loin fourni la plus grande contribution à la croissance. Pour la première fois depuis le début de la pandémie, les importations de marchandises ont ainsi retrouvé leur niveau d'avant la crise (graphique 14).

graphique 16 : Déflateurs du commerce de marchandises

valeurs désaisonnalisées et corrigées de la valeur moyenne

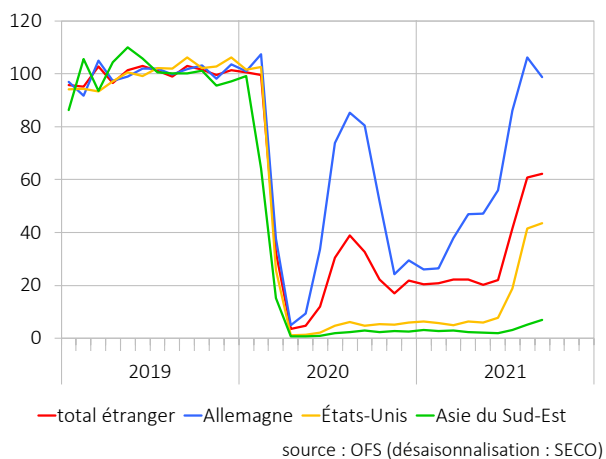


⁴ Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

Les **exportations de services** ont diminué de 2,2 % au 3^e trimestre, après une assez forte hausse au trimestre précédent (graphique 18). Cela s'explique principalement par une baisse des recettes de licences liées aux grands événements sportifs internationaux, qui avaient atteint au 2^e trimestre un niveau élevé en raison du championnat d'Europe de football. Les exportations de services financiers ont, elles aussi, fortement diminué. En revanche, le tourisme et le transport de voyageurs ont enregistré une nette reprise. Les nuitées des visiteurs étrangers ont fortement augmenté en termes désaisonnalisés. Pour la première fois depuis le début de la pandémie, le nombre de nuitées des hôtes allemands a atteint le niveau d'avant la crise, le nombre de visiteurs américains dépassant tout de même les 60 % de son niveau d'avant la crise (graphique 17). Par contre, les visiteurs provenant de l'Asie du Sud-Est sont restés quasiment absents.

graphique 17 : Nuitées selon la provenance des touristes

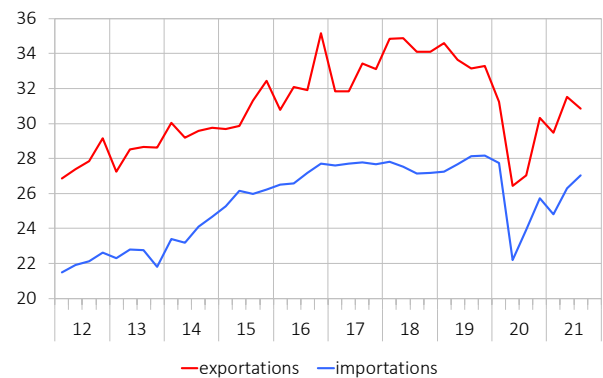
valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



Les **importations de services** ont encore augmenté de 2,9 % au 3^e trimestre. Le tourisme et les services de transport ont particulièrement contribué à cette évolution positive, avec une nette reprise durant les mois d'été, même si le niveau d'avant la crise n'a pas encore été retrouvé. La plupart des autres rubriques n'ont fourni que peu d'impulsions.

graphique 18 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles désaisonnalisées, en milliards de francs



source : SECO

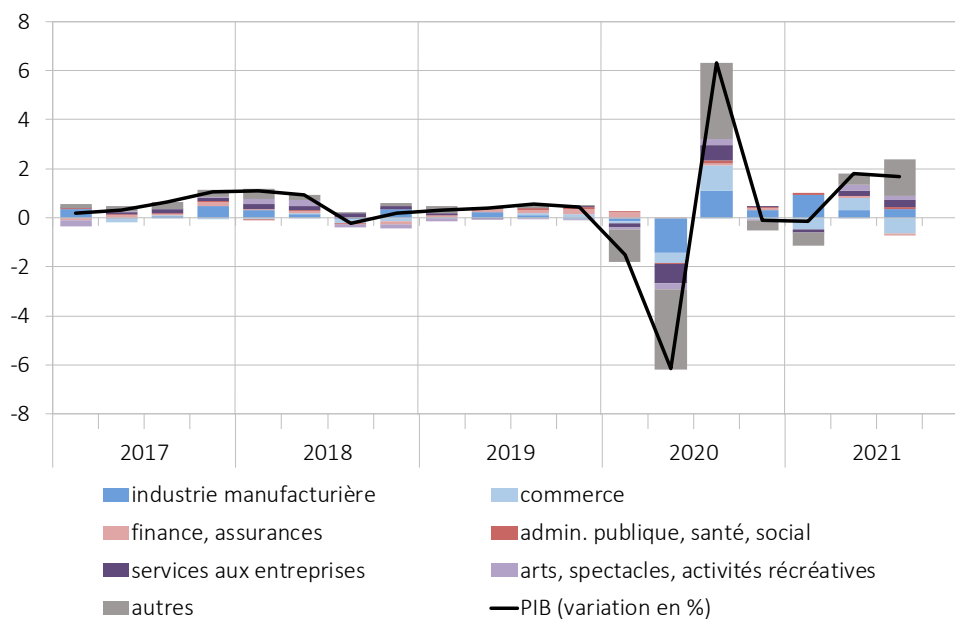
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:4	2021:1	2021:2	2021:3
Industrie manufacturière	1.8	5.1	1.7	2.0
Construction	-0.4	-0.1	0.2	0.2
Commerce	-0.4	-3.1	3.3	-3.9
Hébergement, restauration	-22.7	-45.5	37.5	110.6
Finance, assurances	0.6	0.1	0.6	-1.2
Services aux entreprises	0.0	-0.8	1.1	1.6
Administration publique	0.4	0.7	0.0	0.5
Santé, social	0.8	-0.4	0.3	1.6
Arts, spectacles, activités récréatives	-10.9	-2.6	52.8	24.9
Autres	-1.1	-0.3	1.4	3.2
Produit intérieur brut	-0.1	-0.1	1.8	1.7
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	-0.1	-0.1	1.6	1.5

source : SECO

graphique 19 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motos, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:4	2021:1	2021:2	2021:3
Consommation des ménages	-1.6	-3.1	4.0	2.7
Consommation des administrations publiques	2.7	0.9	4.1	-1.5
Investissements dans la construction	-0.1	0.0	0.3	0.1
Investissements en biens d'équipement	1.1	-1.5	3.2	-1.3
Exportations de biens sans objets de valeur	0.0	2.8	3.5	2.3
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	3.8	5.0	2.1	3.4
Exportations de services	12.2	-2.8	6.9	-2.2
Importations de biens sans objets de valeur	0.1	1.2	-0.2	3.2
Importations de services	7.6	-3.6	5.9	2.9
Produit intérieur brut	-0.1	-0.1	1.8	1.7

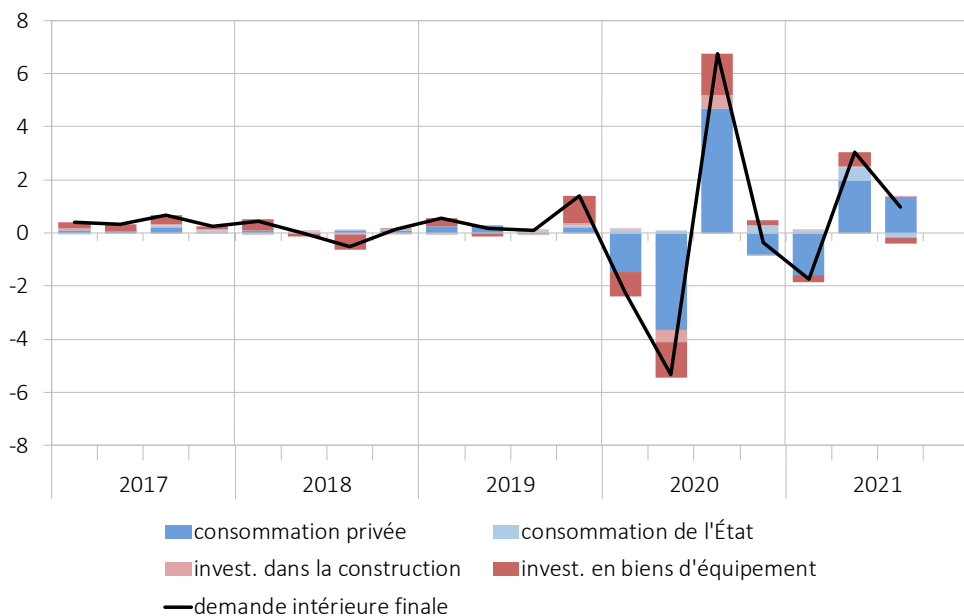
source : SECO

tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2020:4	2021:1	2021:2	2021:3
Demande intérieure finale	-0.3	-1.7	3.0	1.0
Variation des stocks y compris erreur statistique	-0.4	0.8	-2.9	1.5
Balance commerciale sans objets de valeur	0.7	0.8	1.6	-0.8

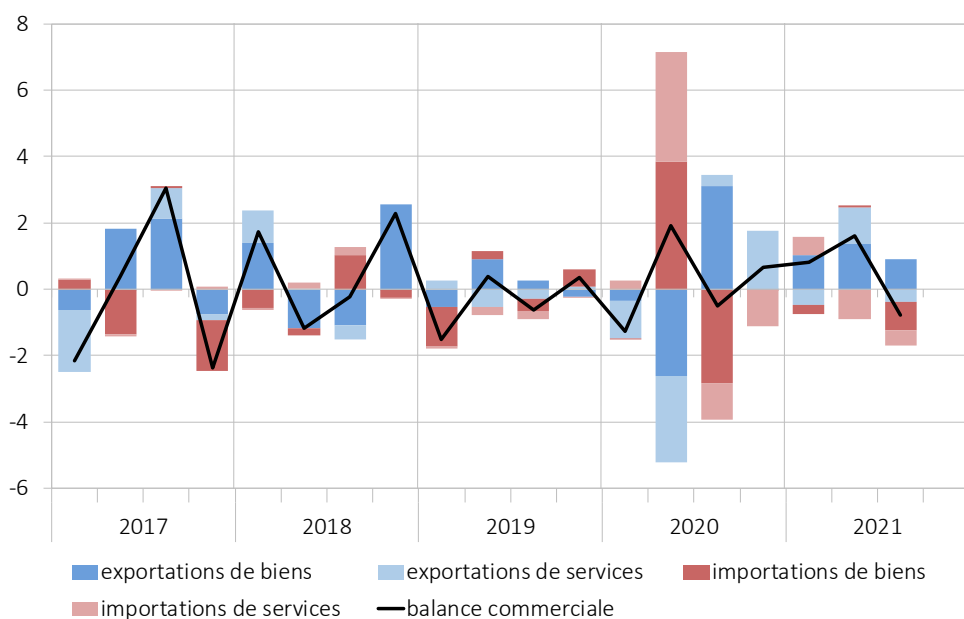
source : SECO

graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 21 : Composantes de la balance commerciale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
 désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



source : SECO

Encadré : Conséquences des difficultés d'approvisionnement pour la Suisse et la zone euro

Les goulets d'étranglement mondiaux en matière d'approvisionnement pèsent sur la reprise économique dans le monde entier. Après l'effondrement du premier semestre 2020, la reprise économique a entraîné une forte hausse de la demande de biens de consommation, tandis que la consommation de services est restée limitée du fait de la pandémie. Les capacités de production, notamment dans les pays asiatiques, n'ont donc pas pu suivre. Les capacités de transport maritime – navires, conteneurs, services de manutention dans les ports – sont également saturées. Les frais de transport ont ainsi massivement augmenté (graphique 22), ce qui se traduit non seulement par une forte hausse des prix de l'énergie, mais aussi par des augmentations similaires des prix d'achat pour les entreprises.

graphique 22 : Coûts du transport maritime de conteneurs

coûts moyens d'affrètement en dollars américains



source : Harper Petersen & Co

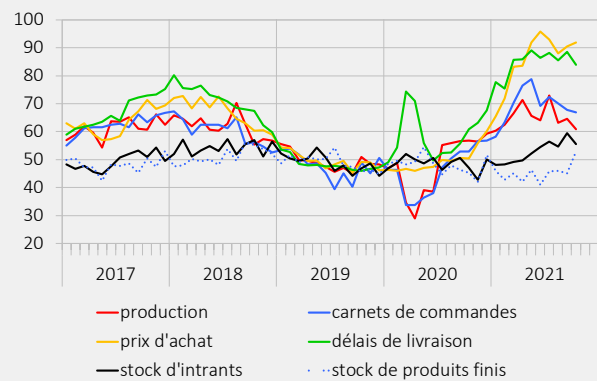
Cette situation a été fortement aggravée par la fermeture temporaire de grands ports chinois durant l'été en raison de la pandémie. À cela s'ajoutent des pénuries d'électricité – dues à des directives environnementales en Chine – qui ont entraîné des pertes de production et renforcé à leur tour les problèmes d'approvisionnement touchant divers produits intermédiaires⁵. Au niveau international, les entreprises manufacturières sont confrontées à des goulets d'étranglement, notamment dans l'approvisionnement en métaux et en bois, mais aussi en composants électroniques, en matières plastiques ainsi qu'en produits chimiques et pharmaceutiques.

Les problèmes de livraison freinent actuellement la reprise conjoncturelle en Suisse. Le carnet de commandes est certes encore très bien rempli. Le sous-indice concerné de l'indice des directeurs d'achat s'est maintenu à un niveau

très élevé en octobre, bien qu'il ait quelque peu baissé depuis son niveau record atteint en mai (graphique 23, ligne bleue). En revanche, l'évolution de la production n'a pas été jugée aussi positivement (ligne rouge). Cette situation est probablement due en grande partie aux difficultés d'approvisionnement et à la hausse des prix des biens intermédiaires. Certes, les stocks d'intrants ont été progressivement augmentés depuis quelques mois (ligne noire), mais de très nombreuses entreprises ont encore signalé de longs délais de livraison et des prix d'achat en hausse (respectivement lignes verte et jaune). En conséquence, la forte demande des derniers mois a également été couverte par une réduction graduelle des stocks de produits finis (ligne pointillée).

graphique 23 : Indice des directeurs d'achats pour l'industrie, Suisse

sous-indices, désaisonnalisés, seuil de croissance = 50



source : CS / Procure

En octobre, 48 % des entreprises industrielles ont déclaré que la production était restreinte par le manque de matières premières et de biens intermédiaires (graphique 24)⁶. Les secteurs industriels sont diversement touchés par les pénuries de produits intermédiaires. La construction automobile a été particulièrement impactée, toutes les entreprises interrogées faisant état d'entraves à la production. Mais de plus en plus de pénuries ont également été signalées dans l'industrie électrique la production de caoutchouc et de matières plastiques ainsi que dans la construction mécanique. En comparaison internationale, la situation de l'industrie suisse est donc similaire à celle de nos voisins européens.

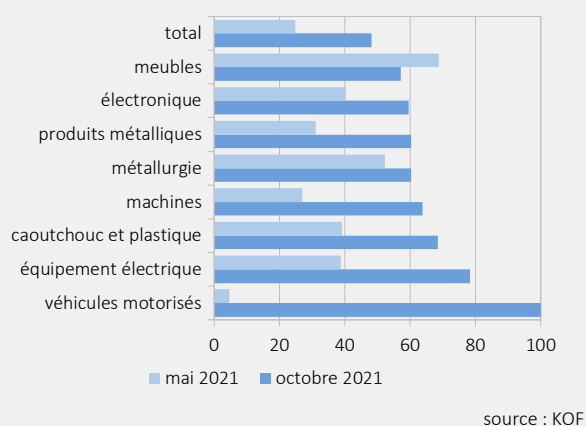
Si les carnets de commandes du secteur manufacturier dans la zone euro sont toujours très bien remplis à l'heure actuelle, il n'en reste pas moins que les obstacles à la pro-

⁵ Une partie de la production de magnésium, en Chine par exemple, a été interrompue. Le magnésium est un produit de base important pour la production d'aluminium et la Chine est le plus grand producteur mondial. Les représentants de la branche en Europe craignent des pertes de production imminentes pour la production nationale d'aluminium.

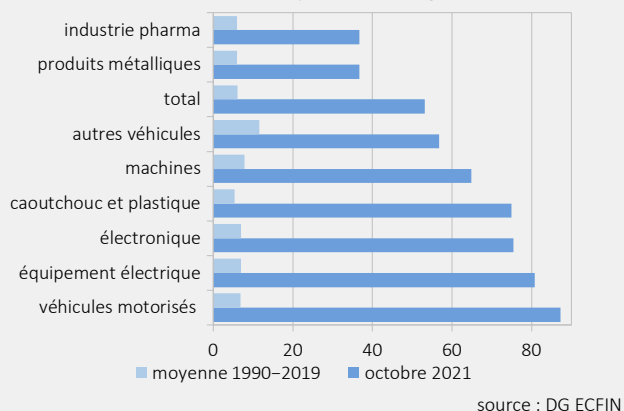
⁶ Cette question spécifique n'a été posée par le KOF que depuis le printemps 2021. Une comparaison historique n'est donc pas possible, mais le niveau « normal » des obstacles à la production devrait être nettement inférieur (à ce propos, voir la zone euro au graphique 25).

duction dus à la pénurie de matériaux ont atteint des niveaux sans précédent : en octobre, 51 % des entreprises du secteur manufacturier ont déclaré que leur production était entravée par le manque de matières premières et de biens intermédiaires. Les entreprises le plus impactées sont celles du secteur de la construction automobile, suivies par les fabricants d'équipements électriques et électroniques (graphique 25). L'industrie allemande est particulièrement touchée (86 %) en raison de sa structure sectorielle, tandis que des difficultés sont signalées dans une moindre mesure en Autriche (49 %), en France (43 %), en Espagne (27 %) et en Italie (18 %).

graphique 24 : Entraves à la production par pénurie de matières premières et de biens intermédiaires en Suisse
divers secteurs, en % des entreprises interrogées



graphique 25 : Entraves à la production par pénurie de biens intermédiaires et de capacités, zone euro
divers secteurs, en % des entreprises interrogées

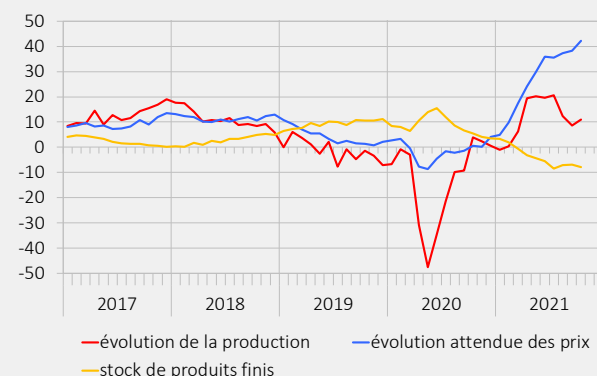


En dépit des goulets d'étranglement actuels, la plupart des entreprises de la zone euro ont pu continuer d'augmenter leur production au cours des derniers mois, même si c'est à un rythme ralenti (graphique 26). La construction automobile constitue une exception notable : vu le manque de

produits intermédiaires tels que les puces et les semi-conducteurs, la production dans ce secteur industriel a été réduite de manière assez importante.

En dépit d'augmentations de la production, la forte demande dans l'industrie manufacturière a dû être partiellement couverte en recourant aux stocks de produits finis. Environ 17 % des entreprises de la zone euro estiment que les stocks actuels sont trop faibles. Le solde de cette enquête (écart entre réponses positives et négatives) était de -8 %, proche du plus bas niveau historique enregistré depuis les débuts de l'enquête en 1991. Le solde négatif est particulièrement marqué chez les constructeurs automobiles (-31 %) ainsi que chez les fabricants de produits pharmaceutiques (-17 %) et d'équipements électriques (-14 %).

graphique 26 : Enquêtes dans l'industrie manufacturière de la zone euro
soldes, désaisonnalisés, en %



Tant en Suisse que dans la zone euro, il faut s'attendre à certaines répercussions des hausses de prix par les entreprises industrielles. En Suisse, une très forte proportion d'entreprises a l'intention d'augmenter ses prix de vente au cours des prochains mois : le résultat obtenu par cette enquête du KOF a atteint en octobre son plus haut niveau depuis 20 ans. Les résultats d'un sondage réalisé en octobre par Economiesuisse indiquaient que près de 60 % des entreprises et des associations interrogées prévoyaient de le faire⁷. Cela se reflète déjà dans l'évolution des prix à la production qui, par rapport à octobre 2020, ont augmenté de 3,1 %, ce qui n'était plus arrivé depuis la Grande Récession. Les hausses ont été particulièrement marquées pour les biens intermédiaires et les biens d'équipement, mais les biens de consommation ont également été touchés. En conséquence, selon l'indice national des prix à la consommation, l'inflation pour les biens de consommation durables (par ex. les meubles, les appareils ménagers, les voitures, les ordinateurs) au cours des derniers mois a été la plus forte depuis 1990. Dans la zone euro éga-

⁷ <https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/les-penuries-deviennent-un-risque-conjoncturel>

lement, plus de 40 % des entreprises manufacturières interrogées prévoient déjà d'augmenter encore leurs prix dans les mois à venir. Le solde de cette enquête a atteint récemment un niveau sans précédent (graphique 26). Ces derniers mois, les prix à la production ont déjà sensiblement augmenté. L'ampleur des augmentations de prix dans les mois à venir et la part qui pourra être répercutée sur la clientèle varieront probablement d'un secteur à l'autre. Dans l'ensemble, la pression sur les prix devrait toutefois rester élevée au niveau international durant les mois qui viennent.

Ce d'autant plus que les difficultés d'approvisionnement devraient globalement durer encore un certain temps. Ainsi, les compagnies de navigation estiment que les dysfonctionnements dans le transport maritime de conteneurs ne pourront être complètement corrigés que dans un an. D'une part, les mesures d'hygiène et la baisse de

productivité qui en découle dans de nombreux ports devraient perdurer. D'autre part, il faut du temps pour que les conteneurs « bloqués » arrivent à nouveau dans les ports souhaités, car les capacités de transport sont surchargées. Or il ne faut pas s'attendre à de nouvelles capacités substantielles avant 2023. Comme le montrent les résultats de l'enquête d'Economiesuisse, de nombreuses entreprises tentent de diversifier ou de régionaliser leurs chaînes d'approvisionnement. Mais cela ne devrait pas se traduire par une détente sensible avant plusieurs trimestres. En même temps, il existe un besoin de reconstituer les faibles stocks, ce qui devrait maintenir la demande, donc les prix, à un niveau élevé.

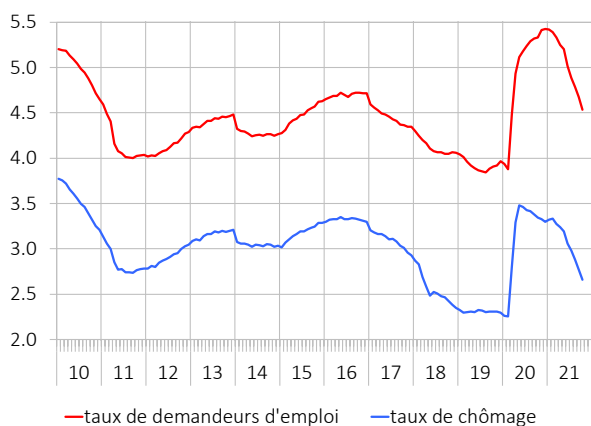
Rédaction : Stefan Neuwirth (SECO, secteur Conjoncture)

Marché du travail

Après une légère hausse en début d'année, le nombre désaisonnalisé de chômeurs a diminué d'environ 3 900 par mois en moyenne entre fin février 2021 et octobre 2021, pour s'établir à 123 200 fin octobre. Durant cette période, le taux de chômage s'est abaissé, passant de 3,3 % à 2,7 %. Les deux tiers de l'augmentation due à la crise étaient ainsi compensés. Baissant également, le taux de demandeurs d'emploi⁸ est passé de 5,4 % à 4,5 % entre fin février et fin octobre 2021. Le nombre désaisonnalisé de demandeurs d'emploi s'élevait à 210 300 fin octobre 2021 (graphique 27), soit 58 % de la hausse observée pendant la crise.

graphique 27 : Taux de chômage et de demandeurs d'emploi

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active



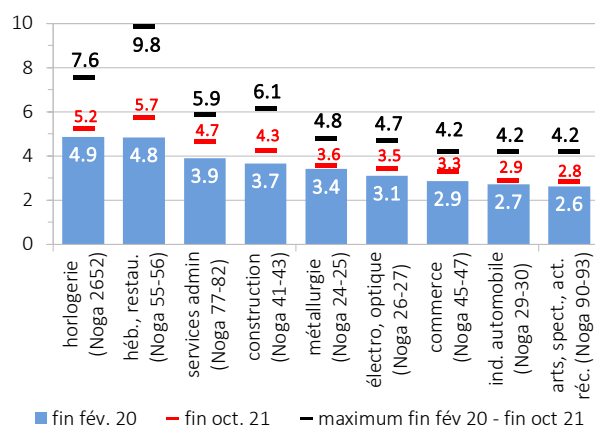
source : SECO

La plupart des secteurs dans lesquelles le taux de chômage était déjà plus élevé à fin février 2020 ont d'abord connu, du fait de la crise due au coronavirus, une hausse plus importante du taux de chômage (en points de pourcentage) mais ont ensuite enregistré une reprise d'autant plus forte (graphique 28, graphique 29). Les secteurs ont certes été inégalement touchés, mais depuis environ deux trimestres, le rapprochement avec leurs valeurs d'avant la crise se poursuit à un rythme soutenu dans pratiquement tous les secteurs. L'hôtellerie-restauration reste particulièrement affectée par la crise, car elle a dû faire face entre-temps à une hausse beaucoup plus forte que tous les autres secteurs, non seulement en valeur absolue, mais aussi en valeur relative par rapport au niveau de départ. En février 2021, le taux de chômage désaisonnalisé dans l'hôtellerie et la restauration était de 9,8 %, soit plus du double de celui de février 2020

(4,8 %). Mais c'est aussi le secteur qui a enregistré la plus forte baisse. Fin octobre 2021, elle était tombée à 5,7 %, occupant ainsi toujours la première place dans la comparaison intersectorielle, mais l'écart absolu (en points de pourcentage) par rapport aux autres secteurs s'était déjà considérablement réduit.

graphique 28 : Taux de chômage, divers secteurs

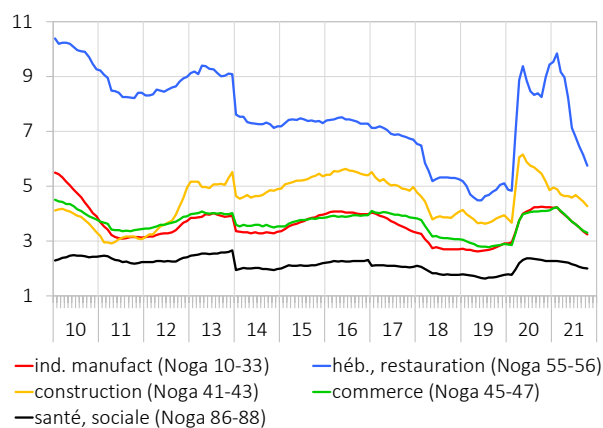
valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active ; entre parenthèses : codes NOGA des secteurs d'activité économique



source : SECO

graphique 29 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active



source : SECO

Par rapport au pic atteint durant la pandémie, le taux de chômage désaisonnalisé à fin octobre 2021 a diminué de bien plus de 50 % dans tous les sous-groupes observables. Seule la tranche d'âge de 50 à 64 ans a connu une baisse moins importante, mais la hausse antérieure du

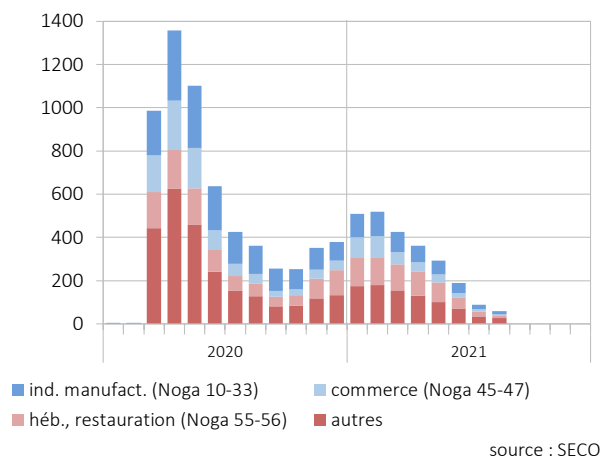
⁸ Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

taux de chômage dans cette catégorie avait déjà été plus faible. Le taux de chômage, comme celui du groupe d'âge de 25 à 49 ans, s'est ainsi établi à 2,8 %. C'est dans le groupe d'âge des 15 à 24 ans que la reprise a été de beaucoup la plus forte, le taux de chômage désaisonnalisé, fin octobre 2021, y étant déjà redescendu légèrement en dessous du niveau d'avant la crise (2,1 %).

Après que le recours au chômage partiel eut quelque peu augmenté lors de la deuxième vague de la pandémie (en janvier et février 2021, près de 10 % des personnes actives en Suisse ont bénéficié d'indemnités RHT), le nombre des travailleurs en régime de RHT n'a cessé de diminuer depuis lors (graphique 30). Fin août 2021, il était encore d'un peu moins de 60 000, ce qui représentait 1,2 % des effectifs. Les chiffres d'août 2021, qui ne sont pas encore entièrement comptabilisés à l'heure actuelle, augmenteront encore un peu, mais la valeur définitive devrait probablement rester inférieure à celle du mois précédent, juillet 2021, qui s'élevait à près de 90 000. Quant à savoir si le recours aux indemnités RHT augmentera de nouveau lors de la nouvelle vague qui se dessine à partir d'octobre 2021, cela dépend de l'évolution de la pandémie et des mesures qui seront éventuellement mises en œuvre pour en endiguer les incidences. Les données disponibles à ce jour ne laissent toutefois pas présager une telle évolution. Par exemple, le nombre des préavis concernant les indemnités RHT a continué de baisser jusqu'en novembre.

graphique 30 : Chômage partiel comptabilisé depuis 2020

nombre de salariés en milliers

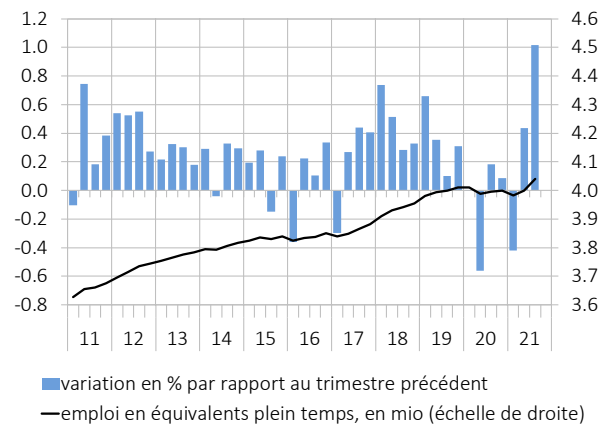


Au 3^e trimestre 2021, l'emploi en équivalents plein temps a augmenté de 1,0 % par rapport au trimestre précédent, atteignant ainsi un niveau supérieur de 0,7 % à celui d'avant la crise (graphique 31). Il faut tenir compte du fait que les employés en chômage partiel sont recensés comme « employés » conformément à leur statut contractuel. La poursuite de la réduction du chômage partiel au profit du travail régulier au cours du

3^e trimestre signifie donc que le recours au travail effectif a augmenté encore plus fortement.

graphique 31 : Emplois en équivalents plein temps

valeurs désaisonnalisées

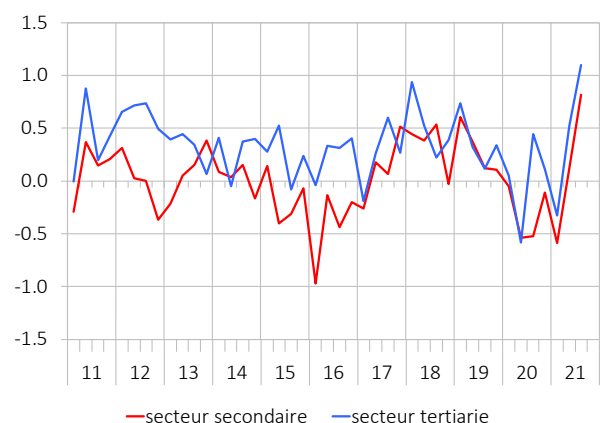


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

L'emploi a particulièrement bien progressé dans le secteur tertiaire (1,1 %), mais le secteur secondaire a également connu une évolution nettement favorable (+0,8 %) (graphique 32). La croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire a été principalement entraînée par l'hôtellerie-restauration, qui a profité de l'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des personnes employées dans l'hôtellerie et la restauration a augmenté d'environ 8 %, ce qui reste toutefois inférieur de quelque 13 % au niveau d'avant la crise.

graphique 32 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire

variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



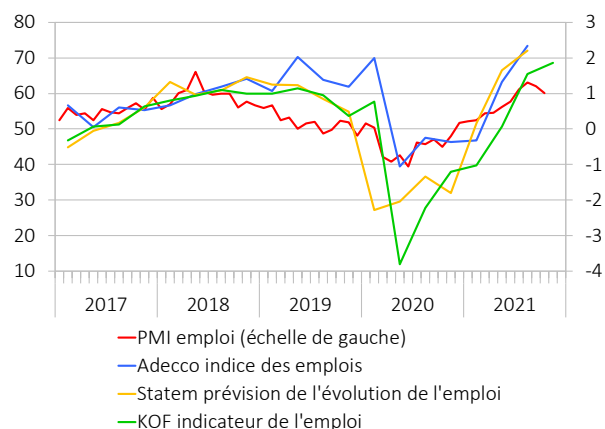
source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les indicateurs habituels du marché du travail laissent entrevoir une nouvelle progression de l'emploi au 4^e trimestre (graphique 33). L'indice Adecco du marché de l'emploi et les perspectives d'emploi de la Statem ont

affiché une nouvelle fois une hausse significative. L'indicateur KOF de l'emploi du 4^e trimestre a également marqué une amélioration. Seul le sous-indice désaisonnalisé de l'indice des directeurs d'achats dans l'industrie (PMI) concernant l'emploi a enregistré une légère baisse depuis le mois d'août. Toutefois, avec 60,1 points en octobre, cet indice se situait toujours nettement au-dessus du seuil de croissance de 50 points.

graphique 33 : Perspectives d'emploi

PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



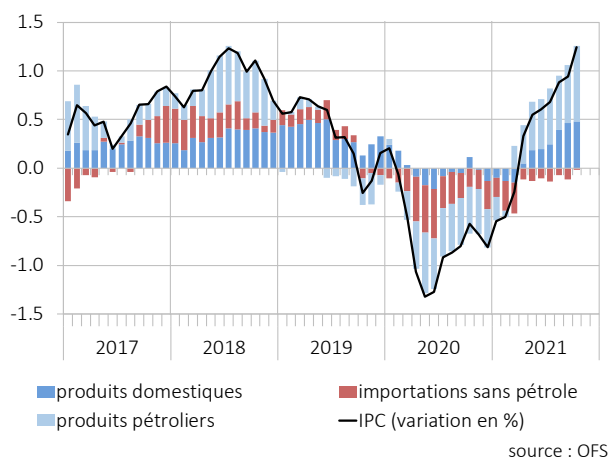
sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

Prix

Au cours des derniers mois, l'inflation a continué d'augmenter en Suisse, comme à l'étranger, atteignant en octobre un taux de 1,2 %, soit supérieur à la moyenne suisse (moyenne depuis 1995 : 0,5 %). Cependant, plus de la moitié de l'augmentation de l'année précédente est due aux prix des produits pétroliers (graphique 34). Les produits qu'il a fallu payer encore nettement plus cher en octobre ont été surtout le mazout et l'essence. Par rapport à octobre 2020, les prix de l'essence ont augmenté de 24 % et ceux du mazout de 50 %. L'inflation sous-jacente, qui exclut non seulement les prix de l'énergie mais aussi ceux des denrées alimentaires, a augmenté modérément au cours des derniers mois et s'élevait à 0,6 % en octobre.

graphique 34 : Indice des prix à la consommation (IPC)

contributions à l'inflation, variation sur un an en points de pourcentage

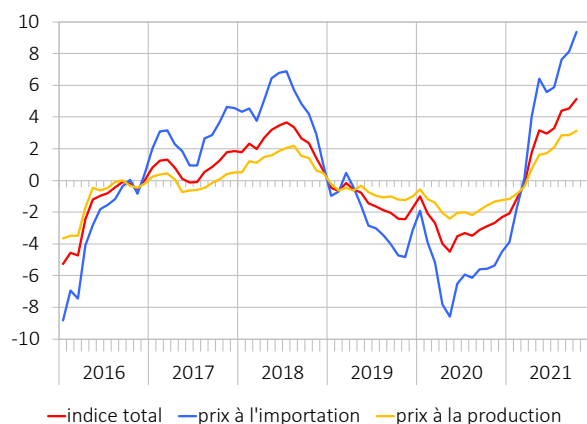


source : OFS

Outre les prix de l'énergie, ceux des voitures d'occasion et de l'équipement ménager (notamment de l'ameublement) ont nettement augmenté au cours des derniers mois. Par ailleurs, les loyers contribuent à nouveau davantage à l'inflation. En revanche, la contribution des biens importés (hormis les produits pétroliers) est restée négative jusqu'à la fin (graphique 34), bien que les prix à l'importation aient aussi nettement augmenté en Suisse. La flambée des prix à l'importation est imputable non seulement aux prix élevés de l'énergie, mais aussi aux prix des biens intermédiaires, qui ont fortement augmenté au cours des derniers mois suite aux perturbations générales des chaînes d'approvisionnement et à la hausse des coûts de transport (graphique 35). Si, face à une demande solide, les entreprises répercutent de plus en plus ces coûts élevés sur leurs clients, l'inflation devrait, en Suisse aussi, continuer d'augmenter dans les mois à venir.

graphique 35 : Prix à l'importation et à la production

variation sur un an en %

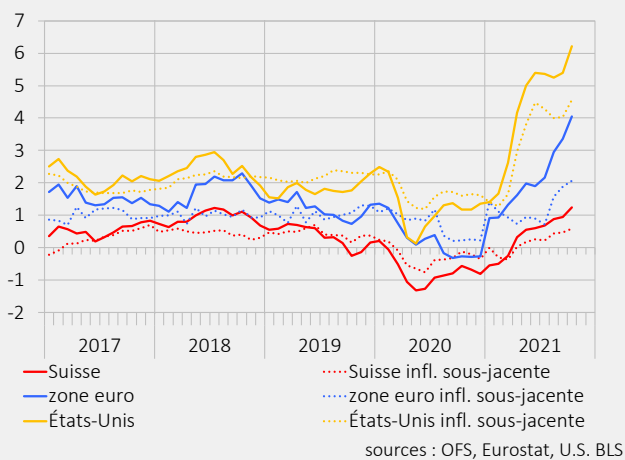


source : OFS

Encadré : Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse

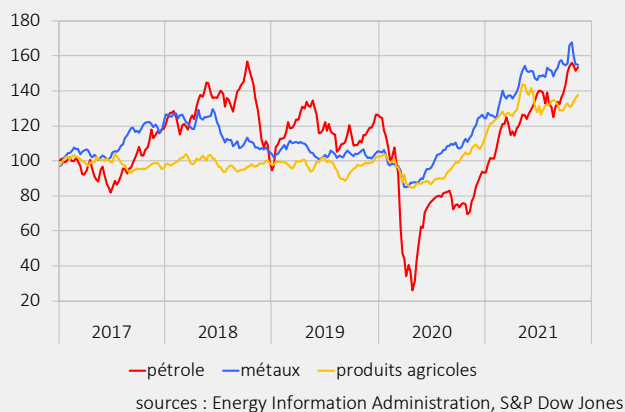
L'inflation a sensiblement augmenté dans le monde entier depuis le début de l'année. Elle évolue désormais en de nombreux endroits à des niveaux similaires à ceux atteints pour la dernière fois lors de la phase d'expansion précédant l'éclatement de la crise financière. Aux États-Unis, l'inflation est déjà de 5 % et plus depuis le mois de mai, elle y a dépassé la barre de 6 % en octobre et celle de 4 % dans la zone euro. L'inflation a également augmenté en Suisse, mais elle reste modérée en comparaison internationale, avec 1,2 % en octobre (graphique 36).

graphique 36 : Inflation : Suisse, zone euro et États-Unis
variation sur un an en %



La hausse de l'inflation mondiale est due pour une bonne part à l'évolution des prix de l'énergie, qui ont dépassé la chute de 2020 due à la pandémie et ont récemment atteint leur plus haut niveau depuis trois ans (graphique 37).

graphique 37 : Prix des matières premières
indices en dollars US, moyenne de janvier 2017 = 100

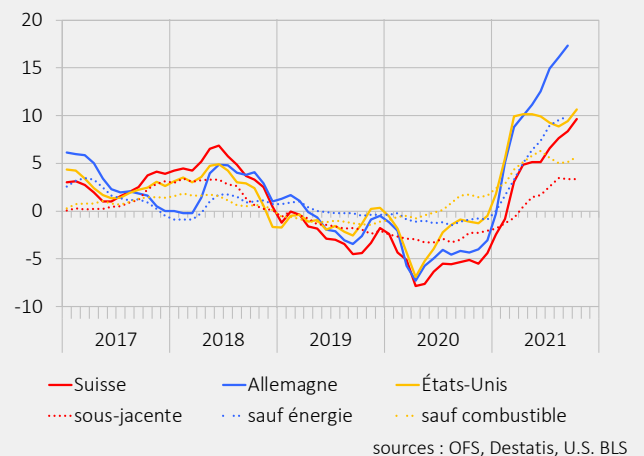


En outre, l'inflation sous-jacente a augmenté dans la plupart des pays depuis le début de l'année, et même de manière considérable aux États-Unis. Toutefois, cette augmentation est également due, en premier lieu, à des effets

spécifiques liés à la pandémie. Après les fortes baisses de 2020, certains prix se sont tout d'abord normalisés en se rapprochant des niveaux d'avant la crise, par exemple dans le trafic aérien. Cela s'est traduit mathématiquement par des taux d'inflation élevés par rapport à l'année précédente. Deuxièmement, la demande de certains biens – notamment les voitures d'occasion, l'électronique, le mobilier – a augmenté du fait de la pandémie, d'où s'ensuivent des hausses de prix corrélatives. Enfin, dans la zone euro, la réduction temporaire de la TVA aura un impact en Allemagne au cours du second semestre de 2020, car le retour au taux d'imposition habituel entraîne une hausse temporaire des taux de l'année précédente.

Dans un premier temps, la pression sur les prix devrait rester forte au niveau international au cours des prochains mois. Ainsi, les perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial ont fait grimper les prix des intrants, par exemple des métaux industriels, suite à la hausse des coûts de transport et à l'allongement des délais de livraison (graphique 37 ; voir également l'encadré traitant des conséquences des difficultés d'approvisionnement). Dès lors, les prix d'achat ont fortement augmenté dans de nombreux pays, notamment pour les produits importés (graphique 38). La hausse des coûts de production devrait se répercuter sur les prix à la consommation avec un certain décalage.

graphique 38 : Prix à l'importation
variation sur un an en %



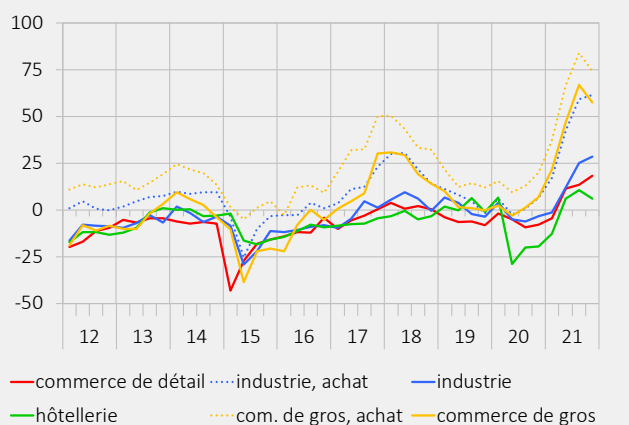
Des enquêtes menées en Suisse indiquent que, vu la solidité de la demande, en particulier dans l'industrie et le commerce de gros, les entreprises pourraient de plus en plus répercuter la hausse des coûts sur leur clientèle (graphique 39).

Néanmoins, de nombreux éléments suggèrent que la hausse de l'inflation mondiale n'est que temporaire, en

particulier si, comme prévu, les difficultés d'approvisionnement au niveau international se résolvent progressivement au cours des prochains trimestres. Toutefois, même si sa hausse n'est que temporaire, l'inflation peut freiner la reprise économique, car elle réduit le pouvoir d'achat des consommateurs. Les derniers chiffres du PIB indiquent que cela pourrait déjà jouer un rôle aux États-Unis. Ainsi, globalement, la consommation n'a guère augmenté au 3^e trimestre, la consommation de biens ayant même nettement diminué. Cette dernière devrait certes correspondre pour l'essentiel à une correction des importants achats de marchandises au 2^e trimestre, partiellement financés par des transferts fiscaux. Toutefois, le net recul, en comparaison historique, des revenus et des salaires réels indique que l'évolution des prix a encore freiné la consommation.

graphique 39 : Évolution des prix par secteur, Suisse

soldes, valeurs désaisonnalisées



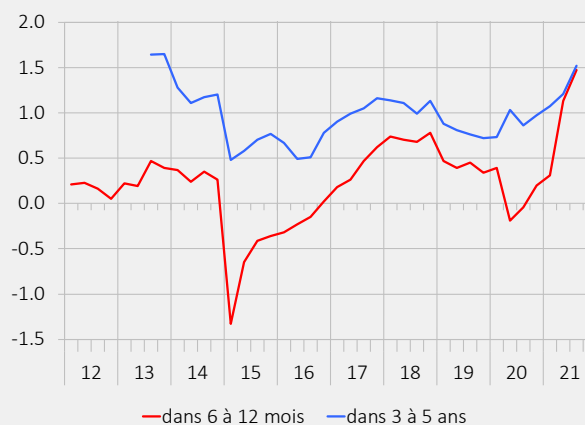
source : KOF

Pour la politique monétaire, il est par contre essentiel de savoir s'il faut s'attendre, à moyen terme également, à des taux d'inflation plus élevés. Actuellement, les anticipations de l'inflation à long terme semblent rester bien ancrées au niveau international. Néanmoins, les risques d'inflation augmentent peu à peu, du moins aux États-Unis. Du fait de la forte demande de travail, les salaires y ont augmenté au 3^e trimestre à un rythme que l'on n'avait plus connu depuis le début des années 1990. Dans le secteur privé, les sa-

lares ont augmenté de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Si l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre devait à son tour être répercutée sur les consommateurs, une spirale prix-salaires serait plausible, ce qui maintiendrait plus longtemps l'inflation à un niveau élevé. En fin de compte, les anticipations de l'inflation à long terme pourraient également augmenter. Un resserrement de la politique monétaire dans un tel contexte pourrait remettre en question la reprise économique dans son ensemble.

graphique 40 : Inflation attendue, Suisse

variation sur un an en %



source : BNS

En Suisse, en revanche, la dernière enquête de l'UBS sur les salaires ne fait apparaître aucun signe de spirale prix-salaires ; elle indique une hausse modérée des salaires de 0,8 % pour 2022⁹. De plus, la récente appréciation du franc devrait limiter l'impact de la pression internationale sur les prix en Suisse. Cependant, en Suisse aussi, les entreprises font de plus en plus souvent état de difficultés de recrutement, ce qui pourrait entraîner une hausse des salaires, du moins pour les nouvelles embauches. En outre, les anticipations d'inflation des entreprises à court et moyen terme se sont encore accrues en automne. (graphique 40). Ainsi, dans l'ensemble, les risques d'inflation en Suisse évoluent aussi un peu vers le haut, mais à partir d'un très bas niveau.

Rédaction : Caroline Schmidt
(SECO, Secteur Conjoncture)

⁹ <https://www.ubs.com/global/fr/media/display-page-ndp/fr-20211028-compensation-survey.html>